

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 140 (1995)
Heft: 1

Rubrik: Revue des revues

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue des revues

Par le capitaine Sylvain Curtenaz

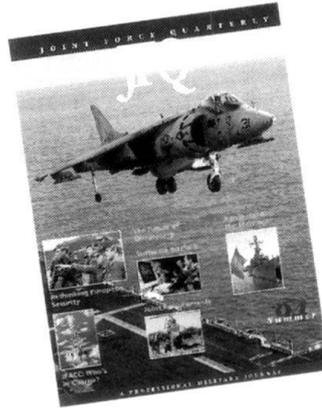
Joint Force Quarterly, N° 5, 1994

1994 aura vu se poursuivre la mise en place d'un nouveau système de sécurité en Europe. Si la situation générale ne s'en est pas pour autant stabilisée, ces efforts devraient porter leurs fruits avec le temps. La sécurité européenne est le thème choisi pour le dossier de *JFQ* dont le rédacteur en chef souligne qu'elle revient pour un temps dans les préoccupations directes de la politique américaine.

Incertitudes britanniques

La politique d'équilibre historiquement pratiquée par la Grande-Bretagne étant sans effet face à l'URSS, Londres s'était ingéniée, dès la fin des années 1940, à intéresser de façon durable les Etats-Unis à l'Europe. En contrepartie, les Britanniques s'engageaient à leur faciliter la tâche, en rompant par exemple avec leur tradition maritime en stationnant des forces sur le continent (Berlin, puis BAOR) et en subordonnant leurs armes atomiques au Commandement Suprême Allié. Ainsi liée au destin de l'OTAN, la Grande-Bretagne s'y engagea à fond, au prix d'un budget militaire élevé. Ce qui, explique L. Freedman, n'a pas été sans la placer dans une position délicate vis-à-vis de l'Europe politique et économique. D'où l'importance tactique de l'UEO qui permit de ménager les susceptibilités. Il n'empêche que la France et la Grande-Bretagne, estime l'auteur, sont des partenaires militaires naturels dont il retrace le chemin parcouru en commun, des projets techniques à la participation massive de ces deux pays aux efforts de maintien de la paix en ex-Yougoslavie.

La montée en puissance de l'Allemagne réunifiée, bien considérée par les Etats-Unis et courtisée par Paris, a néanmoins débouché sur une crise de confiance à Londres. Quel est le remède à apporter à cette rupture d'équilibre? Les Britanniques se le demandent. Peut-être réside-t-il dans la «politique du risque» qu'ils continuent de pratiquer: à la menace soviétique a succédé la menace portée par un «arc



de crise» qui s'étend de la Baltique à la Méditerranée, en passant par les Balkans. La réponse ne peut être exclusivement militaire, la stabilité et l'avance des réformes dans les pays de l'ancien bloc de l'Est étant en effet de première importance. C'est en fonction de cette menace que la Grande-Bretagne pourrait se définir, soit en s'investissant en Europe comme elle le fit au début de la guerre froide, soit en se repliant sur son insularité pour renouer avec le «wait and see».

La voie française

De son côté, la France ne ménage pas non plus ses efforts. Le *Livre Blanc* de mars 1994, oeuvre du gouvernement Balladur, est l'étape politique d'une adaptation de la doctrine et des moyens des forces armées de la République au nouvel ordre du monde. Cette réforme a pour buts d'augmenter la capacité de la France à anticiper, à se préparer et à mener des opérations conjointes à l'échelle nationale ou internationale. La création de la Direction du Renseignement Militaire (DRM) ou de l'Etat-major interarmées (EMIA) vont dans ce sens, au même titre que le Centre Opérationnel Interarmées (COIA), la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) et le Collège interarmées de défense (CID).

La force de dissuasion nucléaire est maintenue comme la contribution française à l'équilibre de son ancien empire colonial. Membre du Conseil de sécurité, la France participe activement aux opérations de maintien de la paix et s'engage en Europe au travers de la CSCE.

Les efforts français en matière de politique de sécurité portent aussi sur la mise en place d'une structure militaire européenne indépendante de l'OTAN. En ce sens, sa collaboration avec l'Allemagne, notent les auteurs, P.H. Mallard et B. Tertrais, joue un rôle fondamental. Elle s'active aussi à intéresser les Britanniques au projet de *European Security and Defense Identity* (ESDI), alors qu'en Méditerranée elle contribue, avec l'Italie et l'Espagne, à la force maritime européenne. Les images du satellite militaire *Helios* seront d'autre part mises à disposition de

l'UEO via les installations de la base militaire espagnole de Torrejon.

Si elle n'entend pas rejoindre les rangs de l'OTAN, la France poursuivra sa collaboration avec l'Organisation atlantique, comme elle entend soigner ses relations avec les USA.

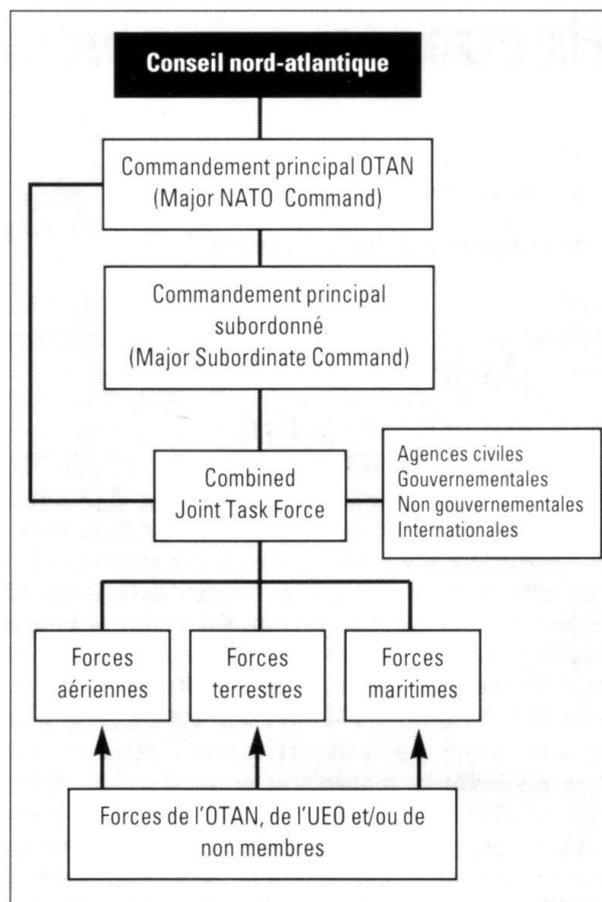
C'est donc une politique audacieuse et riche que veut mener la France avec en vue, au tournant du XX^e siècle, une Europe disposant de forces multinationales engageables sous les drapeaux de l'OTAN, de l'UEO, de l'ONU sinon de la CSCE, garantissant ainsi une grande mobilité dans les réponses à apporter aux problèmes qui se poseront. Concilier priorité européenne et autonomie nationale reste bien le souci majeur d'une France qui sait que ses vues se réaliseront au fur et à mesure que les intérêts des membres de la CE convergeront.

De telles précautions ne sont pas vaines pour qui lira l'article que D. Genschel consacre à cette Russie en pleine évolution mais où se développe un sentiment anti-occidental et pan-slave. De son côté, l'OTAN suit bien évidemment le mouvement. Point de référence, vainqueur de la guerre froide, sa politique est celle du Partnership for Peace (Partenariat pour la paix), qui de l'avis de J. Simon porte en lui, tant les germes d'une Alliance encore plus forte que d'une impasse, alors que militairement, elle met en place une nouvelle doctrine, le Combined Joint task Force. Il s'agit d'une force multinationale, formée selon les besoins, toujours prête à être engagée en Europe ou à l'extérieur et, selon les circonstances, en collaboration avec l'UEO. Ce concept implique que soient poursuivis les efforts de standardisation, et ceux-ci pourraient être étendus à des non membres. Serait-ce là une étape vers la constitution d'une force armée occidentale conclut C.L. Barry? Il en résulte, pour les options OTAN et OTAN-plus, la troisième option d'une action incluant des forces OTAN mais conduite par l'UEO ayant également été envisagée, l'organigramme ci-contre.

Der Soldat,

N° 21, novembre 1994

La place d'exercice d'Allensteig en Autriche, qui compte 152 kilomètres carré de terrain coupé, n'est pas seulement la place de travail exceptionnelle que



nos spécialistes *Tow* ont pu découvrir lors de tests de la doctrine d'engagement de cette arme, mais aussi, comme nombre de nos places d'armes, une réserve naturelle où, protégées des touristes et des chasseurs, flore et faune ont pu se développer sinon survivre. Cette place sert actuellement à une expérience écologique de pointe, tant pour la recherche que pour les finances de l'Etat autrichien. Une étude poussée a en effet abouti à la conclusion qu'en recourant à la biomasse locale, terme technique qui définit les productions naturelles, en l'occurrence le bois, il est possible de chauffer et d'approvisionner en électricité les installations de la place et, par un système de conduits, de chauffer également les habitations de la petite ville d'Allensteig. Ainsi la place jouera un rôle encore plus important dans l'économie de la région. Une vraie mine d'or de l'avis du conseiller ministériel E. Link.

S. Cz.